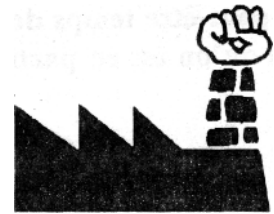


A CONTRE COURANT

syndical et politique

Prix: 8F "En mémoire de René SCHULBAUM (1914-1988)"



Editorial:

Vive l'Etat étique !



Il n'est jamais agréable d'apprendre une mauvaise nouvelle, surtout de la part d'un médecin. Mais, si la vérité est quelquefois difficile à admettre, elle est incontournable, surtout lorsqu'elle sort de la bouche d'un "spécialiste". Or le Dr JUPPE est formel : la fonction publique fait de la "mauvaise graisse". Manière élégante de dire que le corps des fonctionnaires est adipeux, flasque, quasi amorphe, du genre "gras du bide" et "gros plein de soupe".

Evidemment, le diagnostic commande le remède : les dits fonctionnaires vont devoir se mettre au régime, se serrer la ceinture, tâter des vertus de la frugalité. Déjà ils ne seront pas augmentés cette année, voyant ainsi leur pouvoir d'achat baisser. Rien de tel pour retrouver la forme que de ne plus mettre de beurre dans les épinards ! A cela on ajoutera une bonne petite purge : les départs à la retraite ne seront plus remplacés (en fait cela fait des années qu'ils ne le sont plus). Enfin le gouvernement s'apprête à les soumettre au même genre de

gymnastique corrective et amaigrissante que les travailleurs du privé, nommée "déréglementation" et "flexibilité", une gymnastique particulièrement apte à assouplir l'échiné, en apprenant à ramper dans toutes les positions.

C'est vrai qu'il y a en France trop d'enseignants et pas assez d'élèves ; trop d'infirmières dans les hôpitaux et pas assez de malades ; trop d'employés à la Sécurité sociale et pas assez de cotisants cherchant à se faire rembourser ; trop d'employés derrière les guichets des bureaux de postes et pas assez de clients faisant la file devant ; trop de policiers et pas assez de délinquants ; trop de pompiers et pas assez de pyromanes ; trop de contrôleurs du fisc et pas assez de fraudeurs. Le gouvernement est décidé à y mettre bon ordre, à remettre ce monde à l'envers à l'endroit et à ramener l'État à la portion congrue qui devrait être la sienne. Tout le monde s'en portera mieux.

Je ne sais pas pourquoi mais chaque fois que je vois JUPPE, il me fait penser à un ces médecins raillés par MOLIERE qui n'avaient à proposer que la purge et la saignée. Et, comme la situation du malade allait généralement en empirant, ils en concluaient que la purge et la saignée n'avaient pas été assez importantes, et proposaient de les renouveler de manière plus drastique encore. Face à de pareils médecins, le malade collectif que nous sommes sensés être n'a que deux solutions : se laisser mettre à mort, ou congédier définitivement le soi-disant médecin.

Retour sur le mouvement de Novembre-Décembre 1995

Six mois après la fin du mouvement de grèves qui a agité la France à la fin de l'année dernière, il est peut-être temps de revenir sur lui pour en tenter un bilan plus mesuré qu'à chaud. Tant il est vrai qu'on est en partie mauvais juge en ayant le nez sur l'événement, qui plus est lorsqu'on a été soi-même partie prenante de ce dernier⁽¹⁾.

1. Les points forts

S'il s'agit de réévaluer en partie ce mouvement et sa portée, il n'est pas question pour autant d'en minimiser l'importance que nous avions souligné à l'époque.

Importance tout d'abord par le nombre de ses participants : tout le long des quatre semaines de grèves et de manifestations, ce sont des millions de salariés qui, à un moment ou à un autre, se sont trouvés impliqués par ce mouvement. En ce sens, ce fut le mouvement social le plus important depuis celui de mai-

gauche, qui se sont succédés depuis au moins 1982. C'est aussi en ce sens que le mouvement a eu un écho et a suscité un intérêt certain au delà de ses limites sectorielles et même nationales.

Importance enfin par les formes de la lutte. De multiples observateurs ont souligné que, de part en part (sauf vers la fin du mouvement - nous y reviendrons plus loin), le mouvement a été caractérisé par une forte démocratie directe : ce sont les assemblées générales de grévistes, syndiqués et non syndiqués confondus, qui ont décidé des

blement servi de leçon. Quoi qu'il en soit, ce mouvement a fait la preuve, une fois de plus, de la capacité des travailleurs en lutte de s'auto-organiser, au moins dans certaines limites.

2. Les limites

Les points forts du mouvement ne doivent pas cependant nous en masquer les points faibles, que l'enthousiasme du premier moment nous a sans doute sinon masqués, du moins conduit à minimiser.

a) Et tout d'abord en ce qui concerne le champ d'extension et de mobilisation du mouvement. Parti du secteur public, plus précisément de la SNCF, le mouvement est pour l'essentiel resté circonscrit au secteur public. En dépit de la sympathie qu'il a suscitée au sein des salariés du privé, ceux-ci sont restés en dehors du coup, sauf localement et de manière ponctuelle. Nous évoquons ici le seul mouvement de grève proprement dit car il est certain que les travailleurs du secteur privé sont venus, pour partie d'entre eux au moins, grossir les rangs des manifestations.

De la même manière, la jonction ne s'est pas faite (sauf ponctuellement dans certaines manifestations) avec la partie du prolétariat qui subit aujourd'hui le plus durement les conséquences de la crise et de sa gestion néo-libérale (précarité, chômage, exclusion) : entendons la jeunesse des banlieues urbaines. Pourtant il y avait (et il y a encore) là un potentiel de révolte dont l'agitation chronique des banlieues au cours de l'automne précédent avait témoigné.

Cette absence d'extension au delà du secteur public (plus précisément : la SNCF, les transports urbains, les PTT, EDF-GDF, l'Education nationale) aura été la principale limite du mouvement, contrastant avec le slogan "Tous ensemble"



juin 1968.

Importance ensuite par les mots d'ordre et les revendications, en un mot par le contenu du mouvement. Comme nous l'avons déjà souligné dans notre numéro de janvier dernier, ce fut le premier mouvement de masse, de caractère interprofessionnel, qui se soit opposé à l'entreprise de déréglementation néo-libérale, poursuivie maintenant de manière continue par l'ensemble des gouvernements, de droite et de

formes d'action et qui les ont mises en oeuvre. Les organisations syndicales ont été contraintes de jouer le jeu de la démocratie assembléeiste, au moins au niveau local : de peur sans doute de voir se développer à nouveau des structures autonomes de coordination et de se couper de la direction du mouvement, elles ont préféré le suivre en le laissant libre de ses orientations. L'expérience des luttes de 1986-1988 leur a visi-

répété à longueur de manifestations. Elle est responsable de ses résultats mitigés (cf. plus loin) et de son incapacité à infliger au gouvernement une défaite franche qui aurait ouvert sans doute une crise politique. On peut supposer que ni la gauche (inexistante pendant tout le mouvement), ni les directions syndicales nationales les plus engagées en apparence dans le mouvement (CGT, FO, FSU) ne voulaient d'une telle crise. Ce qui explique que, passé un certain seuil de mobilisation, elles aient tout fait pour arrêter le mouvement, profitant des premiers reculs du gouvernement et de vagues promesses de sa part (lors du "sommet soc/af bidon" du 21 décembre), pour sonner l'heure de la retraite.

b) Cette première limite est à mettre en rapport avec une seconde. Si le mouvement est en gros resté circonscrit au secteur public, c'est qu'il n'est jamais parvenu à dépasser, au niveau de son contenu revendicatif, les problèmes spécifiques qui l'ont fait naître, à savoir la remise en cause par le gouvernement de certains des acquis des travailleurs de ce secteur (sauf en ce qui concerne le plan de réforme de l'assurance-maladie). Des acquis qui distinguent précisément ces travailleurs de ceux du privé et pour la préservation desquels ils se sont mobilisés.

En définitive, le mouvement en est resté à une lutte contre certains aspects de la politique néo-libérale du gouvernement. Alors que son extension aux autres segments du prolétariat (travailleurs du privé, jeunesse exclue) aurait supposé de s'en prendre à l'ensemble des aspects de cette politique. En se battant par exemple pour une loi-cadre instaurant une réduction massive et généralisée du temps de travail ; ou pour une réforme d'ensemble des prélèvements obligatoires (cotisations sociales et impôts) de manière à augmenter la part prélevée sur les revenus du capital et plus largement de la propriété.

A fortiori, et cela aussi mérite d'être souligné, le mouvement a-t-il été très loin de toute revendication de type anticapitaliste, préfigurant ce que pourrait et devrait être un mouvement révolutionnaire. C'est qu'on ne se relève pas d'un coup de près de vingt ans de reculs, de défaites, de démission et de trahison. Nous allons y revenir.

c) L'absence d'extension du mouvement tient aussi à une troisième limite. Nous soulignons plus haut la vigueur de la démocratie assemblée qui a contraint les organisations syndicales à jouer le jeu. Mais, si la conduite de la grève au sein de chaque site ou établissement (dépôt SNCF, centre de tri postal, poste EDF ou GDF, établissement scolaire, etc.) semble bien être restée

entre les mains des AG de grévistes, la conduite et l'organisation du mouvement aux échelons supérieurs (ville, bassins d'emploi, régions) et notamment au niveau national sont restées pour l'essentiel entre les mains des organisations syndicales. Rien n'est plus exemplaire à cet égard que la division du travail qui s'est instaurée entre assemblées de grévistes et organisations syndicales dans l'organisation des manifestations : soit celles-ci étaient décidées par les assemblées, mais leur organisation (détermination du trajet, mise en oeuvre du service d'ordre, etc.) était confiée aux syndicats ; soit les organisations syndicales nationales décidaient d'organiser des manifestations au niveau national (dans le cadre de "journées de lutte") et les grévistes de base suivaient. Nulle part n'a pu se mettre en place, de manière permanente, des "comités de lutte" prenant en charge l'organisation de la lutte aux niveaux intermédiaires (local et régional) ou au niveau national, en concurrençant ou en court-circuitant les organisations syndicales, ou en les obligeant à se plier à la volonté des grévistes comme dans les assemblées de base.

En fait, il n'y a eu aucune volonté de débordement des syndicats à ces niveaux. Au contraire, autant les grévistes réclamaient une entière conduite de la grève sur leurs lieux de travail, autant ils ont continué à s'en remettre aux organisations syndicales pour tout le reste, y compris pour mettre fin à la grève.

d) En définitive, on ne peut qu'être frappé par le contraste entre la force du mouvement (notamment l'ampleur des mobilisations lors des manifestations, dont certains eurent de ce point de vue un caractère historique) et sa faiblesse persistante dans certains des aspects de

contenu ou de forme. Ce contraste suggère une hypothèse : la faiblesse persistante du mouvement ne tiendrait-elle pas précisément dans ce qu'il n'a pas su utiliser sa force, actuelle et plus encore potentielle, faute sans doute d'en avoir pris conscience ou même d'y croire suffisamment ? Autrement dit, ce mouvement aurait en définitive été en



dessous de ses possibilités : il aurait pu remporter une victoire totale sur le gouvernement s'il s'en était donné les moyens et ces derniers étaient à portée de mains.

Il faut y voir sans doute là l'effet de ce que nous soulignons plus haut : après des années de résignation à la défaite, il est difficile de croire à sa propre force retrouvée, difficile de croire que l'on est redevenu capable de renverser à son profit un rapport de forces qui n'avait pas cessé de se dégrader depuis des lustres. Espérons que, rétrospectivement au moins, chacun aura pris conscience de sa propre force collective recouvrée.

3. Les résultats

Qu'en a-t-il été des résultats du mouvement ? Ils auront été en demi-teintes, à l'image du mouvement lui-même, de ses forces et de ses faiblesses.

a) Le gouvernement a dû reculer, revenir sur certains de ses projets (le contrat de plan de la SNCF, l'abrogation des régimes spéciaux de retraite des travailleurs du secteur public), pas sur tous cependant (l'institution du RDS, la réforme de l'assurance-maladie). Surtout, ce re-

cul n'aura été que temporaire : d'ores et déjà il est revenu à l'offensive. Par exemple sous la forme d'un projet de création d'un établissement public reprenant à son compte la gestion des infrastructures du transport par rails, sous prétexte de soulager la SNCF de sa dette ; en fait, cela va lui permettre



de mettre celle-ci progressivement en concurrence avec d'autres entreprises de transports, donc de lui imposer un alignement de fait sur le privé, objectif poursuivi de longue date.

D'autres mauvais coups se préparent pour les prochains mois. Une réforme de la fiscalité qui, sous prétexte d'alléger le point de l'impôt sur le revenu, le seul des prélèvements qui soit progressif, rendra encore plus inégalitaire les prélèvements obligatoires dans leur ensemble. Ou encore une "réforme de l'Education nationale", concoctée par la commission Fauroux, qui vise à déstabiliser l'ensemble des statuts des enseignants. Autrement dit, pour être plus prudent, le gouvernement n'a en rien abandonné ses projets et le néo-libéralisme dont ils s'inspirent.

b) Le mouvement va aussi laisser des traces dans le mouvement syndical. Si la CGT est sorti renforcée du conflit, ce n'est le cas ni de FO ni surtout de la CFDT. La première est de plus en plus tiraillée entre d'une part les tendances qui entendent bien maintenir la ligne antérieure faisant de FO le principal interlocuteur du gouvernement et du patronat et ne pas se laisser ravir cette place par la CFDT de Notât, et

d'autre part les tendances qui poussent à un rapprochement avec la CGT (cf. la poignée de mains entre Blonde! et Viannet).

Quant à la CFDT, sa crise interne s'est encore aggravée. De nouveaux secteurs l'ont quittée (cf. la création de SUD-Rail et de SUD-Education) tandis que l'opposition interne s'est structurée un peu plus (autour de Tous ensemble), sans qu'elle soit assurée pour autant de parvenir davantage à ses fins. Récompensée pour son soutien au plan Juppé par l'accession à la direction de l'assurance-maladie (où elle remplace FO), la maison-Notat est désormais clairement devenue la courroie de transmission du gouvernement. Cela ne peut manquer de provoquer de nouvelles crises en son sein dans les prochains temps.

En bref, le mouvement de novembre-décembre dernier aura accéléré le processus de décomposition-recomposition à l'oeuvre dans le mouvement syndical depuis des années, sans que celui-ci ait pour l'instant débouché sur des formules claires et convaincantes.

c) Et chez les travailleurs ? On peut supposer, sans en être absolument assurés pour autant, que cette lutte leur aura rendu confiance en leur force collective, en leur capacité à défendre leurs intérêts face au gouvernement et, plus largement, à leur adversaire de classe. Cet acquis, pour autant qu'il se confirme, reste cependant fragile. Et il ne faudrait pas trop attendre pour en exploiter, à nouveau, les bénéfices...

4. Quels enseignements ?

Enfin, précisément dans la perspective de nouveaux affrontements, quels enseignements tirer de cette lutte qui appartient déjà au passé ?

a) Face à un gouvernement qui persiste dans sa volonté de faire subir au pays une cure néo-libérale d'austérité (cf. les récentes déclarations du Juppé sur la "mauvaise graisse" que ferait la fonction publique), tout mouvement qui se bat sur des revendications catégorielles ou même seulement sectorielles est condamné au mieux à n'obtenir que des résultats mi-figue mi-raisin, qui seront rapidement remis en cause. Ce qu'il faut, c'est une offensive généralisée, unissant l'ensemble du monde du travail mais aussi les

exclus. Après le mouvement de la fin de l'année dernière, cette perspective n'a rien d'utopique et les prochains mauvais coups que le gouvernement prépare peuvent en fournir l'occasion. D'ores et déjà il faut s'y préparer.

b) Pour réussir cette mobilisation de l'ensemble des travailleurs, mais aussi des chômeurs et des exclus, il est nécessaire, par delà les revendications catégorielles et sectorielles, de mettre d'emblée en avant certaines revendications générales et unifiantes, notamment :

- celle d'une loi-cadre instituant une réduction généralisée et massive du temps de travail, seul moyen de résorber le chômage et de mettre fin au développement de la précarité ;

- celle d'une réforme des prélèvements obligatoires, de manière à imposer et taxer davantage les revenus du capital et de la propriété en général, mesure nécessaire au financement d'une politique de réduction du temps de travail et à la résorption de la misère par l'institution d'un véritable revenu social garanti.

c) Enfin il est plus que temps que les travailleurs français prennent conscience que les problèmes qu'ils rencontrent sont communs à l'ensemble des travailleurs européens, comme l'ont prouvé la quasi simultanéité des plans d'austérité annoncés ce printemps en Allemagne, en Italie et en Espagne, de même que la simultanéité des luttes en France et en Belgique. C'est donc d'emblée au niveau européen qu'un mouvement destiné à contrer les politiques néo-libérales doit se développer. Les deux revendications précédentes, concernant la réduction du temps de travail et une redistribution des revenus permettant d'en réduire les inégalités, sont susceptibles d'unifier les luttes au niveau européen aussi bien que national. Il est clair que, dans notre esprit, elles ne sont pas exclusives d'autres, y compris plus radicales.

(1) Certains des éléments d'analyse suivants ont été suggérés parla lecture d'une excellente synthèse sur ce mouvement, présentée en brochure : *La lutte des classes en France, Echanges et mouvements*, BP 241, 75866 Paris Cedex 18.

Impressions de Saint-Pétersbourg

Explosion des inégalités et effondrement de la production

La grande ville russe au bord de la mer baltique est née en 1703 par la volonté de Pierre le Grand. Elle a repris son ancien nom en 1991 : après *Petrograd* (en 1914) et *Lenin-grad* (en 1924), elle porte dorénavant à nouveau celui de *Saint-Pétersbourg*. Ce qui n'empêche pas quelques habitants de continuer à se référer avec insistance à *Lenin-grad*. Mais déjà la plupart d'entre eux parlent plus simplement de *Pétersbourg* / La ville, implantée dans une zone marécageuse, dans l'embouchure de la Neva, s'est déployée en partie sur quelques îles (dont *Vaaalilievaki* et *Petrogradskaïa*). Le centre historique est traversé par les bras du fleuve, mais aussi par plusieurs canaux (notamment *Fontanka*, *Griboïedova* et *Moïka*) bordés de magnifiques immeubles le plus souvent néo-classiques ou plus rarement baroques : on l'appelle donc à juste titre la "Venise du Nord".

Pétersbourg est relativement récente (moins de trois siècles), mais la partie ancienne (d'avant 1917) s'étend sur une superficie considérable et présente une très forte unité architecturale. Aujourd'hui la spéculation immobilière bat son plein dans les zones les plus prestigieuses, les appartements privatisés changent de main et les rénovations d'appartements semblent se multiplier au profit des intermédiaires et des acheteurs, russes ou étrangers (souvent des descendants américains, et parfois français, de russes émigrés). Dans les quartiers du centre moins prestigieux les immeubles de style néo-classique ou art nouveau ("northern modern style") continuent à se dégrader. Mais rares sont les travaux de rénovation de façades dans cette ville qui en aurait pourtant bien besoin. Les deux seuls chantiers significatifs sont assurés par des entreprises étrangères : l'une de Marseille s'occupe de la façade de l'Hermitage et une autre, finlandaise, rénove *GostinyDvor*, le grand Bazar pétersbourgeois.

Saint-Pétersbourg avait déjà 2,5 millions d'habitants avant la révolution de 1917, elle en a 6 millions aujourd'hui. Cette ville, pleine de contrastes, est à la fois européenne et russe, tout en étant la plus européenne et la plus nordique des villes russes. Elle est en même temps aristocratique et ouvrière. Conçue par et

pour l'aristocratie, même si la splendeur passée s'efface derrière la grisaille du temps, elle est la première ville ouvrière de l'empire tsariste, la ville de la Révolution d'Octobre, et, d'après les dictionnaires et les encyclopédies, c'est toujours la première ville industrielle de la nouvelle Russie.

Une production industrielle en recul catastrophique...

La ville ancienne est entourée d'importantes zones d'habitat collectif relativement récent datant des années 1950 et surtout des années 1960 et 1970, et d'un espace industriel a priori impressionnant. Ces banlieues présentent les défauts inhérents aux constructions bon marché de cette période, qu'elles se trouvent à l'Est ou à l'Ouest, par exemple portes branlantes à l'entrée des immeubles d'habitation ou des bâtiments publics ou fuites chroniques de l'ensemble des canalisations. L'entrée des appartements est protégée pas des doubles portes, mais, malgré la latitude, on se protège davantage des éventuels voleurs que du froid. La peur du vol qui était déjà très présente il y a 15 ou 20 ans semble s'être accentuée depuis la "libéralisation" de la Russie. Les magasins de "produits" anti-vo (serrures en tout genre, système d'alarme, etc.) connaissent de ce fait un succès considérable.

Les zones d'habitat collectif sont parfois imbriquées étroitement aux espaces destinés aux activités productives. Mais la traversée de l'immense zone industrielle qui entoure la ville laisse une impression de désolation. Les routes, complètement défoncées, obligent les rares voitures ou les bus à zigzaguer pour éviter les fondrières et à traverser les voies ferrées au ralenti. Il est vrai que le gel fait des dégâts considérables. Depuis quelques années plus rien ne semble avoir été construit ou réparé, mais peut-être n'est-ce qu'une fausse impression. Les personnes interrogées au sujet de l'état des routes et des rails de tramways, que ce soit en centre-ville, dans les zones d'habitation en banlieue ou encore dans les zones industrielles expliquent que depuis trois ans les choses vont de mal en pis. En outre, les bâtiments industriels, entourés de végétation abondante, semblent le plus souvent abandonnés. Les terrains attenants sont encombrés de matériaux hétéroclites abandonnés. Sur des kilomètres, de vieux poids lourds visiblement incomplets, des grues en pièces détachées, des morceaux de ferraille, des objets métalliques divers sont offerts à la rouille. Peu de signes extérieurs d'une activité productive : quelques rares fumées de cheminée, une petite dizaine de personnes attendant à un arrêt de bus, pratiquement aucun véhicule de transport de marchandise, ni d'ailleurs de train. Tout cela ressemble davantage à une espèce de cimetière industriel, déserté par la

plupart des hommes et des femmes qui y travaillaient.

Même dans le port de Saint-Pétersbourg l'activité semble tourner au ralenti. C'est pourtant la grande ouverture de la nouvelle Russie, notamment en direction du monde occidental. Or ce sont essentiellement des produits de l'ouest qui sont proposés dans les magasins privés à ceux qui disposent de liquidités suffi-



santés, aux "nouveaux riches", comme aux touristes pour l'essentiel, mais aussi à quelques russes ordinaires à l'occasion d'une dépense somptuaire exceptionnelle. Les quais du port sont en grande partie vides, et les navires ne grouillent d'aucune activité débordante. Les rives de la Baltique ressemblent sur des kilomètres à un immense dépotoir au bord d'un cloaque. Les oiseaux ont déserté la rive pour les poubelles de la ville. Ferraille et gravats, tessons et bouteilles vides, ne semblent cependant pas gêner outre mesure les pétersbourgeois qui viennent s'y promener pendant les longues soirées de printemps.

Le spectacle de la zone industrielle pétersbourgeoise confirme largement les statistiques officielles qui indiquent pour l'ensemble de la Russie une chute de la production industrielle de l'ordre de 50 % et un effondrement des investissements de plus de 70 % en l'espace de 5 ans ! (voir tableau 1). Un recul de

les restaurants ou qui s'affichent à la télé totalement américanisée.

Le grand bazar russe : "un marché sans économie"

Toute la journée une foule considérable arpente les trottoirs de la grande artère "commerçante" : *Nevski Prospekt*, emblématique des transformations en cours dans la Russie de Boris Eltsine (et dans la ville de Saint-Pétersbourg de l'ancien maire Anatoli Sobtchak). Si la nuit, installés dans leurs voitures de luxe les* nouveaux riches n'hésitent pas à prendre *Nevski Prospekt* pour le *Nürnbergring*, dans les arrières-cour des immeubles donnant sur l'avenue, les marginaux doivent se contenter des contenus des poubelles et de morceaux de carton.

Depuis le début de la "privatisation"

eaux sont proposés en location ou *for sale*, notamment dans les artères commerçantes. Les prix demandés peuvent être complètement délirants : par exemple, dans les annonces du *St-Petersburg Times* du 24 mai, on demande 1 500 FF par mois pour une pièce, 10 000 FF pour un deux pièces de 80 m² ou 5 500 FF pour un trois pièces !

Les *hamburger shops*, les *kiosques*, les bars ou les restaurants pour les nouveaux riches se multiplient. Après ses 5 *hamburger shops* moscovites, McDonald's a décidé d'en monter un nouveau à Saint-Pétersbourg. Son "restaurant" sera implanté à proximité de la station de métro *Petrogradskaïa*. Actuellement il y déjà 9 *hamburger shops* qui tous appartiennent à des chaînes occidentales (Pizza-hut, Grillmaster et Carrols). Ces firmes n'en resteront pas là. Un hamburger coûte entre 15 000 et 20 000 roubles selon la chaîne et la taille du produit, un cornet de frites (*french Mes* dit l'affiche !) autour de 7 000 roubles. Malgré les prix élevés, ces lieux ne désemplissent pas. Par contre, bars et restaurants sont le plus souvent vides ou presque vides. On y rencontre, dans une ambiance pas très avenante, quelques malabars ou quelques hôtes. Tout y est cher (par exemple une bière [évidemment de l'ouest !] coûte fréquemment autour de 15 000 roubles, si ce n'est le double dans les bars des grands hôtels, comme l'*Hôtel Europe* sur *N&wski Prospekt*, qui proposent en outre des chambres à 1200 FF la nuit ou plus !).

Les *kiosques*, souvent ouverts 24 heures sur 24, notamment afin d'assurer une surveillance *non stop* des marchandises, sont en fait un grand bazar. On y trouve de tout : de la vodka et du cognac, de la bière étrangère (qui coûte entre 5 000 et 15 000 roubles la bouteille selon la marque - y compris de la bière alsacienne *Fischer* ou de la 1664 !), des slips, des journaux, des carottes ou des médicaments (de l'ouest !) ; ces articles côtoient éventuellement dans le kiosque voisin des navets, des bananes, de la bière locale *Balticka* (qui coûte entre 3200 et 3900 roubles selon la variété et les degrés d'alcool), des soutiens-gorges, des CDs (de l'ouest !), de la viande et ...de la vodka (car ils en ont tous !) ! Une partie importante des produits proposés dans les magasins privés, et notamment dans ce type de commerce de rue, passe par les circuits de commercialisation parallèles où toutes les fraudes sont possibles et où les contrôles sont pratiquement inexis-

(en % et en prix constants)	1991	1992	1993	1994	1995	1996
PIB(1)	-5,0	-14,5	-8,7	-12,6	-4,0	-7,0 (2)
Production industrielle	-8,0	-18,0	-14,0	-21,0	-3,0	
- dont biens de consommation	-0,8	-15,0	-11,0	-26,0	112,0	
Production agricole	-5,0		-4,0	-12,0	-8,0	
Investissements	-15,0		-17,0	-24,0		
Indice des prix à la consommation (4)	160	2510	840	215	131	
Salaires moyens réels	-3,0	-33,0	+0,4	-8,0	-26,0	
Exportations (5)	-28,0	-25,0	+10,4	+8,5	-18,0	
Importations (5)	-46,6	-21,0	-16,1	+7,2	-15,0	

(1) Données réajustées
(2) 1er trimestre 1996
(3) Janvier-septembre 1995
(4) De décembre à décembre ?
(5) En prix courants

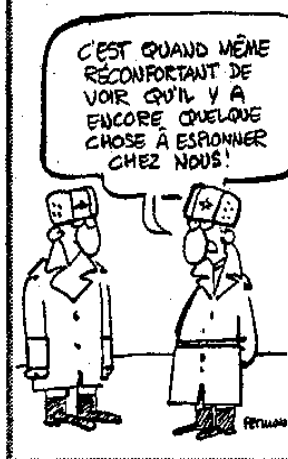
Source : Comité d'Etat des statistiques de Russie (Goskomstat) cité par *Les Echos*, 14-15 juin 1996.

la production et des investissements de cette ampleur est un phénomène sans précédent dans l'histoire récente du monde. La désindustrialisation de la Russie est bien une réalité incontestable. L'expression utilisée par Moshe Lewin pour caractériser la situation économique actuelle de la Russie : "un marché sans économie" est donc tout à fait pertinente : en effet, en même temps que la production s'écroule, un certain type de commerce se développe à tous les niveaux, de manière "anarchique" et suivant des logiques mafieuses, au profit, pour l'essentiel, d'une couche de "nouveaux commerçants", issus d'une fraction de l'ancienne bureaucratie ou des franges du marché noir. Ce commerce privilégie d'une part les exportations de matières premières (pétrole, gaz, etc.) et d'autre part les importations par des circuits plus ou moins légaux de produits occidentaux divers, sans compter toutes sortes de trafics et de contrefaçons. Ce sont ces "nouveaux riches" qui parodent dans les rues de la ville au volant de grosses cylindrées (Mercedes, BMW, Volvo ou Cherokee), qui fréquentent les magasins de luxe et

le commerce se développe, les magasins se créent ou se transforment. Mais on trouve de moins en moins de librairies ou de disquaires. Les boutiques de luxe, par contre, se multiplient : vêtements de mode, parfums français, chaussures haute gamme, alimentation "gastronomique", matériel électronique, antiquités... L'immense bazar russe, construit en baroque tardif, *Gostiny Dvor*, est entièrement privatisé : les marchandises proposées proviennent souvent de l'Ouest, mais même les produits russes sont chers et les prix alignés sur ceux des produits occidentaux.

La privatisation des logements se traduit aussi par le développement d'un commerce immobilier apparemment florissant. Des lo-

LES RUSSÉS EXPULSENT DES ESPIONS ANGLAIS



tants. Les magasins privés n'échappent pas à ce commerce hétéroclite. Même un bureau de change sur *Nevski Prospekt* n'hésitera pas à proposer des peintures à ses clients venus pour acheter ou vendre des devises...

Pour les russes ordinaires (sachant que les retraités disposent en moyenne d'environ 200 000 roubles par mois, c'est-à-dire environ 200 FF ; ou qu'un enseignant ou un conducteur de bus gagne entre 500 000 et 1 000 000 roubles selon son grade et son ancienneté, c'est-à-dire entre 500 et 1 000 FF), les prix des biens ou des services sont, d'une manière générale, très élevés, mais sans assurer pour autant la qualité : par exemple un trajet en bus coûte 1 000 roubles, mais les véhicules sont sales, dégingués et toujours bondés, car l'attente est souvent considérable, même aux heures de pointe.

Quand il pleut il n'est pas exceptionnel que plusieurs rangées de places assises restent libres et que les passagers se serrent dans le couloir du bus parce que l'eau passe par le toit et ruisselle sur les sièges. Une course en taxi (informel bien sûr), c'est-à-dire dans une voiture sans aucun signe extérieur particulier, coûte entre 15 000 et 20 000 roubles. Enfin la viande, parfois présentée aux abords des bouches de métro, à même le trottoir, sur du papier journal, n'échappe pas à la règle générale qui veut que ce qui est rare est cher... A l'heure de la vache folle dans l'Europe de l'Ouest, on n'ose pas trop songer à la réglementation et au contrôle sanitaire (ou à son absence) pour tout ce qui concerne la qualité ou l'hygiène... d'autant plus que le *Monde Diplomatique* a rendu compte, début 1996, d'une affaire de trafic de viande à Saint-Petersbourg ... en provenance d'une morgue...

Dans la rue tout se vend, à même le trottoir ou sur des présentoirs rudimentaires : des fruits (pommes, bananes), des légumes (carottes, navets), de la viande, des graines de tournesol, des journaux, des livres et même des chiens et des chats. Près des bouches de métros, des dizaines de personnes, parfois plus d'une centaine, souvent de vieilles femmes, sont alignées, debout, et proposent quelques babioles : par

exemple, des chaussettes, quelques légumes, des cigarettes à l'unité ou des bijoux de pacotille.

Dans les trains de banlieue on assiste au grand retour des colporteurs. Ils circulent dans les wagons pour vendre journaux, magazines populaires (à 2000 roubles l'exemplaire) mais aussi petits livres brochés, notamment des romans policiers. Sur un trajet de 25 kilomètres, quatre vendeurs successifs ont proposé ce type d'écrits, avec, semble-t-il, un certain succès. La vente à domicile se développe aussi en ville.

Dans un bar privé situé *Souvorovski Prospekt* (où les prix sont de moitié inférieurs à ceux de *Nevski Prospekt*) un vendeur de vêtements féminins déballe devant la patronne, jupes, blouses, soutiens-gorges et slips. La négociation ne traîne pas en longueur et plusieurs articles changent de main.

Lénine, Marx et Engels

Au hasard des promenades, on peut encore trouver dans la ville quelques statues représentant ces personnages qui, malgré

eux, ont servi de légitimation au pouvoir bureaucratique stalinien. Par exemple, quand on vient de la station de métro *Tchernychevskaja*, un Lénine d'assez petite taille occupe toujours l'entrée du jardin de *Tauride*. A plusieurs kilomètres de là, dans le quartier périphérique autour de *Moskovski Prospekt*, un autre Lénine, mais monumental celui-là, se dresse devant un imposant immeuble néo-classique. Ce quartier, édifié sous Staline au Sud de la ville, après la seconde Guerre Mondiale, est assez représentatif de l'architecture de cette période, parfois qualifiée de style "repressanz" (répression), néologisme forgé par certains opposants à partir des mots "répression" et "renaissance" !

Une jeune femme russe d'une trentaine / d'années, portant assez ostensiblement sur son blouson en Jean un badge de Lénine, se prétend "apolitique". Elle n'y voit aucun signe d'engagement partisan et écarte avec véhémence toute interprétation "léniniste". Mais, si elle rejette avec force les communistes, elle semble craindre fondamentalement l'arbitraire de

toute autorité politique, quelle qu'elle soit. Pour elle, Smolny, auparavant siège du Parti Communiste de l'Union Soviétique à Leningrad et aujourd'hui siège de l'administration municipale, symbolise le "Pouvoir" et inspire toujours la peur. Rien de fondamental n'aurait changé en Russie, et à Saint-Petersbourg en particulier. Le portrait de Lénine qu'elle arbore n'est pour elle qu'une "relique", un symbole de la grandeur passée de son pays.

Dans le jardin de Smoiny, devant le bâtiment abritant le pouvoir d'hier et d'aujourd'hui, deux petits bustes de Marx et Engels se font encore face de part et d'autre de l'allée centrale. Ces deux bustes, assez discrets au demeurant, sont comparables aux statues des écrivains, artistes, philosophes ou savants qu'on peut rencontrer un peu partout en Europe. Qu'il s'agisse par exemple de Goethe, Schiller ou Hegel dans les pays germaniques, ou encore de Condorcet, Descartes ou Pasteur en France. Pas plus que dans n'importe quelle autre ville européenne, aucun promeneur ne semble porter ici la moindre attention à ces stèles. Mais peut-être deviendront-elles des attractions d'ici quelque temps quand elles seront signalées dans les guides touristiques destinés aux touristes européens ou japonais ?

Un matin vers neuf heures devant le bâtiment principal abritant le nouveau pouvoir municipal, un homme impassible, planté à l'entrée présente une pancarte comportant un texte d'une dizaine de lignes. Les fonctionnaires ralentissent, lisent le texte de la protestation et poursuivent leur chemin sans manifester de réactions particulières. De l'autre côté du jardin se trouve l'ancien hôtel du parti où était reçus, il y a quelques années encore, les dignitaires et les invités de marque du régime. C'est l'hôtel *Smolianski*. Il ne comporte toujours pas d'enseigne extérieure. C'est un immeuble impersonnel moderne, plutôt imposant, contigu à un autre immeuble du Parti. Le personnel,



Tableau 2
Principaux indicateurs de niveau de vie de la Russie

	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Espérance de vie :						
Hommes	63,8	63,5	62,0	58,9	57,3	58
Femmes	74,3	74,3	73,8	71,9	71,1	72
Mortalité (pour 1 000)	11,2	11,4	12,2	14,1	15,7	?
Mortalité infantile (pour 1000)	17,4	17,8	18,0	19,9	18,6	?
Nutrition (nb de cal. par jour par pers.)	2	2527	2438	255	2427	2310 46,8
Budget consacré à la nourriture (en %)	36,1	38,4	47,1	2438	52	'''
Nombre de voiture pour 1000	56,8	63,5	68,5	75,7	84,4	?
Nombre de lignes téléphoniques pour 1000	158	164	167	172	176	?

Source : Comité d'Etat des statistiques de Russie (Goskomstat) cité par *Les Echos*, 3 juin 1996.

pléthorique, ne semble pas avoir été remplacé. Les habitudes de la maison ont visiblement été conservées. Seule différence visible : une partie au moins des clients sont des occidentaux, présents, pour la plupart, pour des raisons commerciales. Apparemment les "hommes d'affaires" allemands sont assez nombreux. Pour ces hôtes étrangers "officiels" ou "semi-officiels" le prix à payer s'élève à environ 250 000 roubles la nuit. A proximité de cet ancien hôtel du Parti, un autre immeuble qui lui appartenait aussi, donnant sur l'ancienne Place de la Dictature du Proletariat et datant probablement des années 1970, est toujours orné d'impressionnants insignes de l'ancien régime, faucille, marteau et profil de Lénine.

La recherche d'une édition russe du "Manifeste du parti communiste" de Marx et Engels pour un ami historien qui collectionne précisément les différentes éditions du "Manifeste" s'est avérée être une entreprise beaucoup plus difficile que prévue. Aucune des librairies visitées ne disposait de ce texte, ni d'ailleurs d'un quelconque écrit de nos deux auteurs. Marx et Engels ont disparu du paysage littéraire et payent leur instrumentalisation par le pouvoir bureaucratique alors qu'ils ont acquis à l'Ouest le statut de "classiques en sociologie et en économie politique" comme le souligne à juste titre l'un des rares universitaires russes qui continue à se référer à eux. Enfin, après avoir interrogé bon nombre d'universitaires, l'un d'entre eux, après plusieurs jours de recherche et grâce à l'aide active de plusieurs collaborateurs, a fini par dénicher une vieille édition de 1956 !

représentent que ces deux candidats. (Question faussement naïve : d'où vient l'argent ?). Quelques très rares partisans de quelques autres candidats distribuent des tracts sur *Newski Propekt* : pour le troisième "démocrate" en lice, Bouldarev, à la réputation d'homme intègre par rapport aux deux précédents ou pour le "directeur rouge", le "communiste" Sevenard. Cette campagne est marquée par l'organisation, devant l'Hermitage, sur la plus grande place de la ville, d'un concert géant gratuit, avec des moyens en décibels considérables. L'objectif était de séduire les jeunes avec comme mot d'ordre central inscrit sur le podium : "Le communisme ne reviendra pas".

La télévision semble totalement acquise à Sobtehak. Elle présente les élections comme un combat sportif opposant trois candidats : Sobtehak, Yâkovlev et Boudarev. Deux jours avant les élections, le journal local libéral en langue anglaise *The St-Petersburg Times* publie un sondage donnant largement gagnant Sobtehak devant Iakovlev et Bouldarev qui seraient au coude-à-coude, les autres candidats n'obtenant que très peu d'intentions de votes. Les résultats du premier tour sont nettement moins favorables au maire à qui on reproche de s'être enrichi un peu trop rapidement et d'avoir laissé sa ville à l'abandon (notamment en ce qui concerne les transports en commun et la distribution d'eau). Après le premier tour, la soirée électorale à la télévision ressemble à une caricature de ce que les télévisions privées de l'ouest produisent le plus fréquemment : à savoir un pseudo-débat avec au centre les gestulations et la logorrhée d'un anima-

teur-journaliste qui découpe la soirée en intercalant dans ses commentaires politico-sportifs de bateleur, les considérations-clips de quelques personnalités du Tout Pétersbourg. Saint Pétersbourg dispose de 7 chaînes, dont une américaine en langue anglaise (NBC) et une allemande (RTL2). Sur l'ensemble des chaînes se succèdent toute la journée des émissions sportives, des séries (américaines ou allemandes), la météo, les émissions "économiques" et la "reklama" ! Bref, c'est du TF1 puissance 7. Finalement, au second tour, l'ancien maire est battu par son ex-adjoint Mais le plus significatif de ces élections est certainement l'indifférence d'une fraction considérable de la population : plus de 50 % des électeurs s'est abstenu, et ce dès le premier tour malgré l'offre élevée de candidats. Cette relative apathie résulte à la fois des problèmes quotidiens qui mobilisent l'énergie des hommes et des femmes et de l'absence d'organisation politique de la grande masse de la population. Les gens manifestent essentiellement leur opposition à l'enlèvement de la Russie en restant chez eux.

Ces élections locales prennent un relief particulier en raison de la campagne pour la présidentielle russe. De ce point de vue la défaite de Sobtehak n'annonce rien de bon pour Eltsine, ce qui a été confirmé depuis lors. En effet, les contradictions générées par la "thérapie de choc" néo-libérale s'étalent un peu partout : face aux "nouveaux Russes" qui exhibent leur fortune accumulée en un temps record et par tous les moyens, la grande majorité de la population subit un recul considérable de son niveau de vie et doit recourir à la débrouille⁽¹⁾ pour éviter une dégradation plus grande encore et le sort des retraités ou des marginaux vivant dans la misère absolue (voir le tableau 2 qui présente le recul des principaux indicateurs de niveau de vie depuis 1990). D'autant plus que Saint Pétersbourg, loin d'être le nouvel Eldorado de l'Est, ressemble aujourd'hui davantage à un musée à l'abandon ou à une friche industrielle.

Roland Pfefferkorn

Elections

Fin mai 1996, les élections destinées à pourvoir le poste de maire de Saint-Petersbourg opposent une quinzaine de candidats, mais deux d'entre eux, Sobtehak, l'ancien maire, proche d'El-sine, et son ancien adjoint, Iakovlev, tous deux étiquetés "démocrates", monopolisent l'essentiel des moyens matériels mis en oeuvre. L'ensemble des affiches électorales, visibles dans toute la ville en très grande quantité, ne



(1) Par exemple revendre (avec une marge) n'importe quel produit, ou revendre les produits d'un potager ou la récolte de champignons, faire des traductions, travailler au noir pour une entreprise privée, parallèlement à métier principal, ou faire, le taxi pendant une partie de la journée (pour la minorité ayant une voiture), etc...

Que se passerait-il en cas d'accident nucléaire dans une centrale française ?

C'est à cette question que tentait de répondre Michel BERNARD des Européens contre Superphénix lors de la manifestation du 27 avril dernier à Lyon. Nous présentons ici un résumé de son intervention où l'on voit qu'au delà du plan officiel, pour la galerie, il y a le plan militaire qui s'appliquera réellement et qui doit rester méconnu. A cette fin, la complicité des grands médias est implicitement sollicitée et... accordée d'avance !

La simulation de Gravelines

Le 13 février dernier les autorités mettaient en oeuvre une simulation d'accident à la centrale de Gravelines (Nord). Par là-même elles démontraient leur incompétence face aux mesures efficaces à prendre dans une telle situation. Et pourtant il ne s'agissait que d'un petit nuage radioactif fictif (exercice sur une commune de 300 habitants) et une préparation médiatique de 6 mois avait eu lieu.

La relation de l'opération faite le lendemain par le journal La voix du Nord vaut qu'on s'y arrête. En milieu de matinée (le 13) un camion de pompier passe en annonçant par haut-parleur qu'il faut rester chez soi. Deux employés municipaux passent de maison en maison pour distribuer des bonbons en chocolat en guise de pastilles d'iode. Certains n'ont pas entendu le haut-parleur et font leur courses. A 11h 30, les parents vont chercher leurs gosses à l'école. Personne pour faire rentrer les gens chez eux. Raison avancée : l'heure de l'accident avait été avancée pour surprendre un peu et les gendarmes n'ont pas entendu les appels des pompiers.

Un autre essai en milieu rural à St FOLQUIN tourne à la tragi-comédie : le principal du collège veut bien retenir les élèves mais demande la fin de l'exercice au Préfet car rien n'a été prévu pour assurer les repas.

Et si l'exercice avait concerné une grande ville ? On n'ose y penser.

Les plans officiels

A Lyon, il y a quelques années une simulation analogue a eu lieu, en pleine nuit, sur un immeuble pris au hasard. Une vraie pagaille ! Le matin l'immeuble n'était toujours pas évacué.

Dans cette ville 60 pompiers seulement ont reçu une formation sur les mesures à prendre en cas d'accident nucléaire. Mais les scénarios envisagés sérieusement ne concernent que les transports de matières ou un accident à l'intérieur d'une centrale lequel ne toucherait guère plus de dix personnes. Et il n'y a que dix lits équipés correctement au service des grands brûlés pouvant accueillir des personnes irradiées.

Autorités et Services de Secours disposent bien d'un plan ORSEC-Rad et d'un plan particulier d'Intervention. Les documents auxquels les Européens contre Superphénix ont pu accéder expliquent comment les secours doivent s'organiser entre les différents

services : ministères, préfectures, pompiers, gendarmerie, centrales nucléaires... Mais rien de prévu en cas d'ouverture d'un soupape pour relâcher un nuage de gaz radioactif alors que EDF n'exclut pas de devoir ouvrir ces soupapes en cas de pépin à Creys-Malville ou ailleurs.

N'y aurait-il pas dès lors d'autres plans plus confidentiels ?

Le vrai plan des militaires

Les pompiers ne disposent que de deux consignes en cas d'accident grave : 1) passer sous le commandement militaire ; 2) se taire, c'est à dire concrètement ne plus utiliser d'appels radios qui peuvent être interceptés par des journalistes.

Tout s'organise au niveau des préfectures qui jouent les Grandes Muettes. Mais il y a des pistes. Ainsi lors d'une interview le 12-2-94 (Arte) sur le thème de l'angoisse, un psychologue expliquait qu'en cas d'accident grave avec propagation d'un nuage radioactif, le premier travail des autorités serait de bloquer les médias pour éviter que l'information fuse, puis, en cas d'évacuation nécessaire, les militaires déverseraient des calmants dans l'eau potable. Enfin il s'agirait de cacher la vérité le plus longtemps possible pour n'annoncer l'accident qu'une fois trop tard, si bien qu'il ne servirait plus à rien de paniquer.

L'objectif est donc de faire en sorte que la population soit résignée, ce qui revient à la condamner.

Peut-on faire autrement ?

Rappelons qu'il y a dix ans lors de l'accident de Tchernobyl, le 26-4-86, il a fallu attendre le 12 mat, malgré les démarches réitérées des écolos pour que les journaux titrent sur le mensonge des autorités : le nuage radioactif s'est arrêté à la frontière ! Alors que la presse suisse, allemande et italienne avait donné l'alerte.

Aussi même si les Européens contre Superphénix, grâce à la CRII-Rad, sont équipés de balises de surveillance, en cas d'accident rien ne dit que les journalistes ne s'auto-censureront pas comme en 86, terme élégant pour ne pas avouer leur manque d'indépendance.

Donc le moyen le meilleur de se protéger un minimum, c'est de s'auto-organiser pour donner l'alerte, car c'est bien sûr les premières heures les plus importantes pour se préserver contre un nuage radioactif, celui-ci contenant de

nombreux éléments ionisés dont la durée de vie n'est que de quelques heures, mais dont les atteintes à la santé sont les plus dangereuses. On peut s'organiser chez soi pour s'isoler.

Pastilles d'iode, scotch et eau potable

* Première mesure préventive : se procurer des pastilles d'iode pour éviter les problèmes de thyroïde, en augmentation depuis Tchernobyl. Où les trouver ? Le gouvernement a annoncé il y a peu qu'il en distribuerait dans un rayon de dix kms autour des centrales. En dehors du fait qu'on a du mal à comprendre comment un nuage radioactif pourrait bien s'arrêter au bout de dix kms de ballade, il y a aussi l'effet d'annonce. Celui-ci passé, rien ne vous dit que la distribution sera effective. En attendant les pastilles sont stockées par la pharmacie militaire. Toutefois on peut en commander directement à "Les Européens contre Superphénix", 9 rue Dumenge 69004 LYON contre 15 F pour un sachet de dix ou 100 F pour dix sachets.

* Autre mesure : stocker une quarantaine de litres d'eau par personne, car rapidement l'eau courante sera coupée ou droguée.

* Avoir du scotch épais pour obturer portes et fenêtres... Question : combien de temps peut-on rester enfermé sans renouveler l'air vicié ?...

Bien entendu, ces dispositions ne sont pas sans faille. Les Européens contre Superphénix, s'ils ont déjà eu l'occasion d'alerter les médias avant les autorités, ne peuvent prévenir des millions de personnes. Il convient alors de se brancher sur une radio libre, moins contrôlée que les officielles. Mais malgré toutes ces précautions, peut-on vraiment imaginer ce que serait notre vie en cas d'accident nucléaire grave ? Dix ans après Tchernobyl, les gens déplacés continuent à mourir dans l'anonymat.

Arrêter le nucléaire

Pour éviter tout accident, une solution efficace à 100% : stopper le nucléaire. Certes cela ne peut se faire du jour au lendemain ; mais en quelques années, oui, si on en a la volonté politique. Et là les citoyens ont un rôle à jouer en s'engageant un peu plus dans la lutte anti-nucléaire de manière à atteindre la "masse critique" nécessaire à un changement de politique du gouvernement en ce domaine.

Septembre : le pape en France ou Clovis au service de l'ordre moral

"L'Etat ne reconnaît, ne salarie ni ne de subventionne aucun culte" (art. 2 de la loi du 9 déc. 1905, dite loi de séparation des Eglises et de l'Etat). Et pourtant...

Pourtant il y a déjà le régime spécial de concordat concédé dans les départements alsaciens et mosellans.

Pourtant la venue du pape en France du 19 au 22 septembre prochain sera en grande partie financée par l'Etat républicain et laïque (ou ce qu'il en reste !) et par les collectivités locales qui accueilleront le pourfendeur universel du droit à l'avortement et le propagandiste de la rechristianisation de "la soeur aînée de l'Eglise".

C'est ainsi que le 20 septembre le pape célébrera une grand-messe près de Ste Anne d'Auray (Bretagne). Il en coûtera aux collectivités locales la somme de 1,5 MF qu'espèrent bien obtenir les évêques des départements bretons et vendéens concernés. Encore faut-il considérer que ce montant ne devrait couvrir que le reliquat des frais (total : 7,5 MF) incombant directement à l'Eglise pour la messe. Il conviendra d'ajouter les frais d'aménagement de l'accès au site, de transport aéroporté du pape, ceux occasionnés par le dispositif extérieur de sécurité qui seront tous à la charge de l'autorité publique, ainsi que le déplacement du trône papal (80 000 F) et l'installation d'un élévateur pour l'accès au podium (Source : Réseau Voltaire, n° 72, du 4-6 au 10-6-96).

C'est ainsi encore que le lendemain 21 septembre le pontife romain récidivera sur la base aérienne BA 705 de Tours, lieu public s'il en est, mais généreusement prêté, à nos frais, par Chirac. Une première tranche de 4,5 MF (Région, département, ville de Tours à raison de 1,5 MF pour chaque collectivité) a déjà été allouée. (Source : Alternative Libertaire n° 43, mai-juin 96).

Et c'est le 22 septembre que la ville de Reims accueillera à son tour l'hôte du Vatican pour une commémoration bidon, en présence de Juppé, où on attende 100 000 personnes. Là encore une deuxième base militaire, la BA 712 sera mise à disposition de la "logistique vaticanesque" (Source "Cette semaine" n°60 du 7 juin 96), ce

qui nécessitera le déplacement des 22 mirages 2000 militaires (coût ?) et la mise au service du pape des 800 à 1200 militaires (coût ?). Là aussi la ville de Reims a déjà débloqué une subvention de 1,5 MF, mais vient d'être désavouée par le tribunal Administratif.

La riposte

Cette manière de bafouer le principe de laïcité de l'Etat suscite des remous. La riposte s'organise : nombre de collectifs se sont constitués contre le pseudo "15^e centenaire du baptême de Clovis, acte fondateur de la nation", comme à Reims, à Tours, Poitiers, Lorient, Lille...

L'argument selon lequel c'est un chef d'Etat que l'on reçoit, avancé pour justifier l'engagement de fonds publics ne tient pas, S'il c'était le cas, il suffirait de le recevoir à l'Elysée comme c'est la règle générale pour tout chef d'Etat. Pas besoin de bases militaires pour dire des messes, pas besoin de commémoration d'un soit-disant 15^e centenaire. Non, c'est bel et bien le chef de l'Eglise catholique qui sera reçu en grandes pompes pour son oeuvre de (ré)évangélisation et de soutien actif à la restauration d'un ordre moral suranné.

Mais doit-on vraiment s'étonner d'un tel branle-bas et d'un tralala particulièrement coûteux pour le contribuable depuis qu'on a vu le président de la République lui-même faire allégeance au chef du Vatican le 20 janvier dernier en déclarant : "*J'ai souhaité resserrer nos liens millénaires, témoigner de la fidélité de la France à son héritage chrétien et manifester mon respectueux attachement à Votre personne*" (Source "Cette semaine" n°56 du 2-96), cautionnant ainsi une offensive cléricale sans précédent menée notamment par l'extrême-droite (Le Pen ne prônait-il pas le 13-4-96 lors d'un meeting à la Mutualité "*la suprématie de la loi divine sur la loi civile*" ?)

Oui, les principes laïcs sont menacés. Le voyage papal est l'occasion pour tous les anti-cléricaux de les réaffirmer.

C'est aussi le sens de l'appel (repris page suivante) élaboré par un groupe d'associations et d'organisations sous l'égide du Réseau Voltaire (BP 7 75433 PARIS Cedex 09, tel 44 07 82 , fax 44 79 08 23)

Devenu inutile, mais toujours aussi cher

Le pape vient de visiter l'Allemagne du 14 au 16 juin dernier. Coût: 13,5 millions de francs qui sonnent bizarrement à l'oreille du contribuable allemand prié en ce moment de se serrer la ceinture au nom de Sainte Austérité. L'intransigeance papale sur les problèmes de société (sida, contraception, avortement) passe d'autant plus mal ; au point que Kohi lui-même s'est senti obligé de critiquer gentiment le pontife.

Les Verts allemands sont allés plus loin : ils ont exigés du pape des excuses officielles pour le concordat signé entre l'Eglise catholique et le régime hitlérien en 1933.

Bref, de l'autre coté du Rhin, les affaires de Wojtyla ne sont plus aussi prospères depuis qu'il a perdu son utilité historique de rempart contre le communisme. Si cette nouvelle donne n'empêche pas, bien au contraire, les théologiens contestataires d'avancer des thèses iconoclastes sur la fin du célibat des prêtres, sur la contraception ou à l'égard des homosexuels, les fidèles, eux, désertent au rythme de 155 000 par an !...

(Appel national adopté en séance plénière le 6 juin 1996)

Clovis n'est pas la France Toutes et tous ensemble pour la laïcité et la citoyenneté

Clovis n'est pas la France. Sous prétexte de commémorer la conversion, il y a quinze siècles, d'un chef de guerre, les autorités de la République présentent ce baptême comme l'acte fondateur VISITE D'ÉTAT À ÉTAT de la Nation française".

Le pape sera ainsi en France du 19 au 22 septembre 1996. Il cherche d'évidence à accréditer l'idée que la France serait la "fille aînée de l'Église". On ne saurait oublier que Jean-Paul II, accueilli en grande pompe par Jacques Chirac et son gouvernement, s'est illustré par sa condamnation criminelle de l'usage du préservatif et par son soutien aux commandos anti-IVG, qui bafouent ici la loi Veil et vont jusqu'au meurtre aux États-Unis. Il est proprement scandaleux qu'un gouvernement supposé garantir et incarner les principes de laïcité en arrive à glorifier "l'identité chrétienne de la France" chère à J.M. Le Pen.



Les pouvoirs publics, en violation de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État, vont jusqu'à financer généreusement, sur les fonds publics, les cérémonies religieuses accompagnant la venue du pape en France. Au moment même où vont être prélevés des dizaines de millions de francs dans les caisses de l'État afin de financer cette initiative, le gouvernement choisit de prêcher les vertus de l'austérité en matière de dépenses sociales... Les salariés, et à leurs côtés tous les défenseurs du service public et de la laïcité, apprécieront ! Le 16 janvier 1994, dans les rues de la capitale, un million de citoyens avaient dit non à la dernière agression contre l'école publique. De même le 25 novembre 1995, par dizaines de milliers nous avons défendu les droits des femmes. Nous n'accepterons pas davantage cette nouvelle remise en cause de la laïcité.

Cette opération participe de l'offensive contre les libertés individuelles et les droits sociaux et contribue au rétablissement d'un "ordre moral"¹¹ que les femmes et les hommes épris de liberté ont toujours combattu : nouvelle mise en cause de l'école publique par le pré-rapport de la commission Fauroux ; volonté affichée de démanteler les services publics ; attaques répétées contre le droit des femmes à l'avortement, à la contraception et à l'emploi ; mise en oeuvre d'une politique familialiste ; multiplication de législations sécuritaires instaurant une véritable chasse à l'étranger et aux sans-papiers ; discriminations envers les homosexuels, etc.

On comprend pourquoi l'extrême-droite (Front national, monarchistes, intégristes etc.), ainsi encouragée dans le révisionnisme historique, utilise cette commémoration pour distiller ses thèses de haine, et ses conceptions de l'identité nationale, en rupture avec les principes démocratiques de la Révolution française.

Le 22 septembre le pape sera à Reims pour commémorer le baptême de Clovis. Ironie de l'histoire ou provocation, le 22 septembre c'est aussi et surtout la date de la proclamation de la première République. Les citoyennes et les citoyens de ce pays saisiront cette occasion pour rappeler à nos gouvernants les valeurs républicaines de Laïcité, d'Égalité et de Liberté qui ont fondé notre identité, et faire entendre une autre voix : celle de la solidarité et de la citoyenneté.

Ordre moral ?

Et puisqu'on voudrait nous engluier dans un ordre moral où les plus moraux ne seraient les encenseurs d'un tel ordre - l'Histoire en fait foi - ACC ne résiste pas au plaisir de reprendre in extenso cette information publiée par le "Réseau Voltaire" dans son édition du 4-6 au 10-6-96 :

La justice italienne lance un mandat d'arrêt international contre S. Em. le cardinal-archevêque Ricardo-Maria Caries

Le 1^{er} juin 1996, le Parquet de Torre Annunziata (Italie) a émis 33 mandats d'arrêt internationaux dans le cadre d'une enquête sur une affaire complexe de blanchiment d'argent, de trafic d'armes et de matériels radioactifs. Trois des personnes recherchées sont connues du grand public : le leader russe Jirinovski, l'ancien grand-maître de la loge P2 Licio Gelli, et S. Em. le cardinal Ricardo Maria Caries archevêque de Barcelone.

En novembre 1995 le parquet de Torre Annunziata avait déjà souhaité entendre l'archevêque de Barcelone. Sur la foi de documents et d'écoutes téléphoniques, les magistrats napolitains le considéraient comme le principal chef de la Camorra. Ils lui avaient alors demandé de s'expliquer dans le cadre d'une affaire de trafic d'armes, de drogues et de pierres précieuses. Le Saint-Siège, la Conférence épiscopale d'Espagne, et le gouvernement espagnol avaient apporté leur soutien à l'archevêque qui avait refusé de répondre à la commission rogatoire.

Agé de 70 ans, Mgr. Ricardo-Maria Carles-Gordo a été créé cardinal par S. S. Jean-Paul II le 26 novembre 1994. H est membre de la Congrégation pour l'Éducation catholique et surtout du Conseil pontifical Justice et Paix dont le rôle principal est de pourvoir en armement les minorités chrétiennes menacées (comme au Liban ou en Croatie). Mgr. Ricardo Maria Caries est l'un des 14 cardinaux ayant accès direct aux comptes du Saint-Siège. H siège en effet au sommet du pouvoir temporel de l'Église : au "Coetus Cardinalium ad consulendum rebus organicis et oeconomicis Apostolicæ Sedis".

Projet de loi contre les libertés

Moins de trois ans après les lois Pasqua, le gouvernement envisage de nouvelles attaques contre les libertés : Des droits fondamentaux pour notre démocratie sont niés au mépris des conventions internationales. Cet arsenal est infamant pour un pays qui se prétend patrie des Droits de l'Homme.

Vous êtes tous concernés. La défense des droits de l'homme, le respect de la personne, le refus de toute forme d'exclusion et de discrimination sont indissociables de la lutte pour la citoyenneté.

Quand le chômage augmente, quand la précarité s'étend, la logique du bouc-émissaire permet de diviser et d'aggraver la situation de tous les citoyens, quelle que soit leur origine.

Avec ce dispositif, on précarise et on marginalise encore plus les immigrés en les plongeant dans des zones de non-droit. Ils deviennent ainsi "irrégularisables".

Nous demandons que cessent ces nouvelles attaques, que le projet Debré soit abandonné et que les lois Pasqua-Méhaignerie soient abrogées. Ensemble, affirmons l'urgence de l'action solidaire pour le respect des principes démocratiques fondamentaux.

Atteinte à la vie privée : plus de droit de visite

Aujourd'hui. Etre étranger et venir rendre visite à un proche en France pour une courte période relève du parcours du combattant. De lourdes démarches sont à la charge de l'hébergeant (retirer un formulaire d'hébergement, produire de nombreux justificatifs (d'état civil, de domicile ...), fournir un timbre fiscal de 100 Francs qui ne lui sera pas restitué quelle que soit l'issue de sa demande. Si le maire accepte de signer le certificat d'hébergement, ce qu'il peut faire sans qu'aucun délai lui soit imposé, l'étranger devra encore obtenir un visa d'entrée, que le consul est libre de lui délivrer ou non (sans délai, ni motivation). Aucune garantie n'est assurée à l'étranger qu'il pourra venir en France, même si la procédure est respectée

Demain. L'accueillant sera soumis à un contrôle draconien et à des conditions dissuasives. Seul l'hébergeant disposant de ressources suffisantes pourra recevoir la visite de ses proches demeurant à l'étranger. En effet, on exigera de lui qu'il souscrive une assurance couvrant les éventuels frais de maladie de l'hébergé (dont le montant est en moyenne de 1000 Francs par mois). Son nom sera inscrit sur un fichier national (ce qui pourra permettre une limitation du nombre des visites sollicitées). Il sera tenu de déclarer le départ de l'hébergé, à défaut sa responsabilité pénale pourra être engagée.

Menace au renouvellement de la carte de résident

Aujourd'hui. Le refus de renouvellement d'une carte de résident de 10 ans ne peut être opposé que si son titulaire s'est absenté plus de trois ans consécutifs du sol français ou s'il vit en état de polygamie en France.

Demain. La préfecture pourra refuser de renouveler sa carte de résident à une personne en invoquant "la menace à l'ordre public" qu'il représente. Cette notion aux contours flous va élargir le pouvoir discrétionnaire des autorités préfectorales et créer une nouvelle aberration législative : des individus résidant depuis 10 ans en France n'auront plus droit à un titre de séjour (mais ils ne pourront pas être expulsés).

Que restera-t-il du droit d'asile ?

Etre demandeur d'asile, c'est solliciter la protection de la France parce que l'on craint pour sa vie ou sa liberté dans son pays d'origine.

Aujourd'hui. Il est possible de refuser l'admission au séjour en France d'un demandeur d'asile, si sa demande relève d'un autre Etat ou si sa demande est considérée comme manifestement infondée, parce qu'aucun risque n'existe dans son pays d'origine.

Demain. Le caractère abusif du dépôt d'une demande d'asile deviendra la règle, son bien fondé l'exception. Le demandeur d'asile sera tenu de se présenter régulièrement à la préfecture : qu'il manque à deux reprises cette convocation sans "motif valable" et sa demande sera considérée comme abusive. Il devra faire la preuve qu'il est entré depuis moins de deux mois en France, à défaut sa demande sera également considérée comme abusive.

Précarité des jeunes

Avoir vécu toute son enfance dans un pays et se voir refuser le droit d'y vivre à l'âge de 18 ans est-il tolérable ?

Aujourd'hui. Un jeune ne peut obtenir un titre de séjour à sa majorité que s'il est entré avant l'âge de 6 ans hors regroupement familial en France ou s'il est entré pendant sa minorité dans le cadre du regroupement familial. Cette procédure est lourde : elle dure au minimum 6 mois, elle ne peut être engagée que si l'un de ses parents vit régulièrement en France depuis au moins 18 mois, justifie de ressources stables et suffisantes et dispose d'un logement confortable.

Demain. Le jeune entré dans le cadre du regroupement familial qui aura dû repartir dans son pays d'origine, par exemple pour s'occuper d'un proche malade quelque temps, se verra refuser un titre de séjour à sa majorité parce qu'il ne pourra justifier d'une résidence continue sur le sol français depuis sa première entrée.

La restriction au pouvoir judiciaire en matière de rétention

Aujourd'hui. Un étranger en situation irrégulière peut être maintenu dans un centre de rétention pendant au maximum 10 jours, le temps strictement nécessaire pour organiser son éloignement du sol français. Au-delà de ces 10 jours, la décision de maintien en rétention de l'étranger relève de la compétence du juge judiciaire.

Demain. L'administration pourra prolonger de 10 jours en 10 jours le maintien en centre de rétention, avec une consultation "symbolique" du juge judiciaire. Quel but poursuit le gouvernement en arrojant au pouvoir administratif ce qui relevait du pouvoir judiciaire ? Quelles seront les pressions exercées sur l'individu placé en rétention pour permettre son éloignement ?

Parallèlement, aux réflexions interministérielles sur une réforme de la législation sur l'immigration, la Commission d'enquête parlementaire sur l'immigration clandestine a rendu un rapport le 16 avril dernier, dans lequel elle présente une série de propositions draconiennes. Certaines d'entre elles vont fragiliser les possibilités d'intégration des étrangers résidant en France.

Parmi celles-ci figurent :

- La création d'un fichier des demandeurs de visas.

- La limitation de l'accès à l'aide médicale hospitalière aux seuls étrangers sans papiers dont la situation nécessite une prise en charge d'urgence ou qui présentent un danger de contagion.

- La levée de l'immunité des enfants mineurs étrangers contre une mesure d'éloignement. Ces derniers pourraient être reconduits dans deux hypothèses :

- si la personne qui subvient à leurs besoins fait l'objet d'une mesure d'éloignement. La Commission d'enquête entend faire respecter par ce biais le droit de vivre en famille... - s'ils ont commis un délit et que des structures d'encadrement existent dans leur pays d'origine.

- L'obtention du certificat d'hébergement lorsque l'hébergeant est étranger soumise à des conditions draconiennes.

- La volonté de faire obstacle aux mariages entre ressortissants français et étrangers s'ils ne produisent pas un titre de séjour en saisissant la préfecture et le Procureur avant la publication des bans.

- Soumettre l'acquisition de la nationalité française pour les enfants nés en France de parents étrangers à la régularité du séjour de leurs parents durant les cinq années précédant leur naissance.

Dans le même esprit, le "rapport CUQ" justifie des mesures radicales de fermeture des foyers en faisant l'amalgame entre les clandestins et les travailleurs immigrés qui résident dans ces foyers.

Rencontres et lectures à contre courant

L'ANDRA porte plainte contre l'ACRO

Après publication par l'ACRO (Association pour le Contrôle de la Radioactivité dans l'Ouest) de documents internes à l'ANDRA (Agence Nationale des Déchets Radio-Actifs), révélant la présence massive de plutonium sur le Centre de Stockage de la Manche (CSM : c'est le site de la Hague) et de graves atteintes à l'environnement, l'ANDRA n'a rien trouvé de mieux que de porter plainte contre l'ACRO, son président et son conseiller scientifique.

Les faits : Avec près de 530 000 m3 de déchets radioactifs, le CSM, saturé, est remplacé par le Centre de Stockage de l'Aube (CSA : c'est le site de Soulaïnes). Une enquête publique a été ouverte en Oct/Nov 95 pour examiner la demande de fermeture du site déposée par l'ANDRA. Sur les 7 kg de documents présentés, le contenu radiologique tenait en une seule page. Rien sur les graves pollutions des environs révélés par l'ACRO qui dénonçait dans un rapport publié à cette époque les violations des règles fondamentales de sûreté commises par le CSM.

Les documents internes à l'ANDRA, reçus anonymement par la poste, révélait une sous-estimation par l'ACRO de l'ampleur des dégâts et que l'Agence avait menti par omission dans le document d'enquête publique. Ainsi, dans les 5 derniers mois d'activité du CSM, il aurait été stocké dans des fûts ordinaires non enrobés, plus de plutonium que ce que le CSA, 5 fois plus grand, est autorisé à recevoir durant toute son existence ! D'autres éléments, très radio-toxiques ont aussi été stockés dans des proportions dépassant largement les quantités autorisées. Les nappes phréatiques, que Ton savait polluées par le tritium, sont impropres à la consommation, ce que l'ANDRA a toujours nié. Par endroit la contamination dépasse de 3 fois les limites sanitaires françaises, déjà bien souples. Certaines structures d'accueil en béton, supposées retenir les eaux de percoiation, sont déjà fissurées et laissent échapper du tritium et d'autres radio-éléments.

Les documents ne contenant aucune révélation touchant le secret industriel, commercial ou militaire, mais uniquement des infos qui auraient dû se trouver dans le dossier d'enquête publique, l'ACRO a convoqué la presse à une conférence pour informer la population de l'état réel du site de la Hague. Les commissaires ont alors demandé l'accélération de la fermeture du site. Or ils venaient d'être désavoués par le gouvernement qui, à la suite des révélations de l'ACRO, a décidé, en décembre 95, de mettre en place un groupe d'experts indépendants (commission Turpin) chargés de faire l'état du CSM. Quant à l'ANDRA, responsable de la situation désastreuse du site, elle préfère se donner une image verdie en y construisant une éolienne et attaquer l'ACRO en justice.

Pour soutenir l'ACRO 18, rue de Savorgnan de Brazza 14000 CAEN, vous pouvez : - adhérer (150 F / an) - s'abonner à l'ACRO nique du nucléaire" (4 n° /an, 100 F et plus) - souscrire pour l'achat d'appareils de détection.

Source : communiqué de presse de l'ACRO

Des papiers pour tous

Après l'occupation de la place St Ambroise, un collectif "Des papiers pour tous" s'est constitué, il a mis sur pied quelques actions :

- A l'ANPE Denfert-Rochereau où un étranger sans papiers avait été dénoncé (La CGT-ANPE a constaté par ailleurs que dans plusieurs ANPE d'Ile de France des demandeurs d'emplois étrangers sont radiés abusivement, autre preuve de l'ampleur que prend le racisme institutionnel).

- Occupation d'une agence d'Air France qui loue, via Air

Charter, des avions au ministère de l'Intérieur pour expulser des étrangers.

* Occupation d'une annexe de la Préfecture de Police du 15e arrondissement pour protester contre l'ingérence policière dans les études des étudiants étrangers. C'est une circulaire d'un ministre de "gauche" (Marchand), pondue en 1991 qui donne aux flics le pouvoir d'estimer, par exemple, que des études sont mal conduites suite à un changement de filière !...

Par ces actions, le collectif "Des papiers pour tous" (21 ter, rue Voltaire 75011 PARIS) souhaite éviter que certaines pratiques soient banalisées et faire réagir l'administration et les syndicats.

(Informations tirées du mensuel "Cette semaine" c/o Bernt BP 275 54005 NANCY cedex. Qui est, soulignons-le encore une fois, une revue de grande qualité, avec beaucoup d'infos et pas plus chère qu'ACC !)

Contre l'extrême-droite

* Le réseau **Ras l'front** vient de publier aux éditions Syllepse un ouvrage de 256 pages (100 F) intitulé "La résistible ascension du F. Haine", petit manuel à l'usage de ceux qui résistent au fascisme ordinaire, qui reprend des textes parus dans les précédents numéros du journal "Ras l'front", qu'édite le réseau. (Où on peut commander le livre contre 121 F port compris avec un chèque à l'ordre de Thierry Jonquet adressé à Philippe CROTTET BP 87 75561 PARIS cedex 12)

* **Le CRAF-Complègne**, BP 40201 60202 COMPIEGNE cedex, entend lutter contre le fascisme, le racisme, l'exclusion, l'ordre moral, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes en fédérant des associations et des individus. Dans le numéro 1 de sa revue "DHAD EL FACHIA - Contre le fascisme" (avril 96; prix 5 F), le CRAF souligne également que ces luttes ne peuvent être efficace! si on délaisse la lutte contre les inégalités et le capitalisme qui les engendres Le n°2 (Mai / Juin 96) du bulletin "LE BIEN PUBLIC - Citoyens dans la ville" qu'édite **VAssociation Laïque et Républicaine**, BP 294 06305 NICE cedex 4, cite de nombreux exemples de situations d'étrangers expulsables qui nous rappellent que les "idées" de l'extrême-droite sont déjà en grande partie appliquées.

Contre les disparitions

Une assemblée internationale de lutte contre les disparitions s'est constituée lors d'une réunion à ISTANBUL les 17 et 18 mai dernier, malgré l'attaque des forces de l'ordre turques. Son comité, qui a des délégués dans une dizaine de pays, aura pour rôle de centraliser toutes les informations pouvant servir à la lutte contre les disparitions des victimes des répressions étatiques. Adresse de contact : ACTIT 8 rue Gabriel Laumain 75010 PARIS (Tel : 48 00 05 33 Fax : 42 46 30 29).

Sommaire

P. 1	Edito
P. 2 à 4 ..	Mouvement social
P. 5 à 8	St Petersburg
P. 9	Accident nucléaire
P. 10 et 11	Pape en France
P. 12	Projet liberticide
P. 13 .	Rencontres et lectures
P. 14 ..	Cris et bourreaux

ACC dispose d'un Fax au 89 46 29 79

Pourquoi il ne lit pas ACC



Cris et bourreaux

Me plairait de chanter
 Les fleurs et les oiseaux
 Mais mon dit serait faux :
 Jetés de maints pays
 Ne vous blessent ces cris
 D'hommes que l'on torture
 Pris aux rets aux clôtures
 De lieux d'internement
 Monstrueux, infamants,
 Où meurt la liberté ?

Je voudrais tant chanter
 Les fleurs et les oiseaux
 Mais qui n'a le coeur gros
 Quand meurt la liberté ?

Ce monde est infesté
 De tyrans, de bourreaux...
 Ah ! les pouvoir chanter :
 Les fleurs tant les oiseaux.

Erwan PICARD

COMITE DE REALISATION -

A. BIHR. / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / LASSERPE
 J.L. LEMBLE / B. SCHAEFFER / A. et D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 50 FRF
 de SOUTIEN FRF
 faibles ressources FRF
 (selon possibilités)

NOM _____
 Prénom _____
 Adresse _____

Abonnement à retourner à : **A CONTRE COURANT**
 BP 2123 68060 MULHOUSE Cedex
 avec chèque à l'ordre de :

A CONTRE COURANT (CCP Chalons/Mame 35 5383 L)

A CONTRE COURANT
 1 RUE HUGO
 F- 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE
 Routage 206 - Dispense de timbrage

Directeur de publication: JEAN FORTCHANTRE
 CPPAP N° 70783 Imprimerie spéciale

ADRESSES DE CONTACT

Pour le 13:

Bernard GENET
 22 av des Chartraux
 13004 MARSEILLE

Pour le 68:

A CONTRE COURANT
 BP 2123
 68060 MULHOUSE Cedex

Pour le 52:

A CONTRE COURANT
 1 rue Hugo
 52100 BETTANCOURT
 LA-FERREE

Pour le 69:

Robert CHANTRE
 252 rue de Créqui
 69003 LYON

Pour le 54:

M. PIERRE
 BP 3031
 54012 NANCY Cedex

Pour le 71:

Bernard DELABRE
 3 rue Pagnol
 71300 MONTCEAU-LES-
 MINES

Pour le 55:

Jean-Pierre NAUD
 7 rue du Pré Pomméré
 55100 VERDUN

Pour le 83:

Claude MONET
 Eden Roque
 83136 LA
 ROQUEBRUSSANE

Pour le 67:

Alain BiHR
 14 rue de Blüche
 67000 STRASBOURG

Pour l'Allemagne:
 Marc GOEFFROY
 Winterfeldstrasse 22
 D - BERLIN 10781